

Parti Révolutionnaire

www.sitecommunistes.org



Communistes



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

12/11/2025

Industrie : ne pas oublier l'Histoire !

Le Parti Révolutionnaire Communistes a pris la décision d'organiser un débat national concernant les questions de l'industrie et développe son analyse à ce sujet dans un document préparatoire intitulé : *"réindustrialisation : un combat vital pour le changement de société."* Dans les semaines qui viennent Communistes-Hebdo publiera régulièrement des articles à ce sujet. Il s'agira d'analyser les causes de la situation, mais aussi de faire une place aux luttes présentes et passées d'une classe qui n'a pas baissé les bras.

Aujourd'hui, dans le texte : *" Les détenteurs du capital ont de la suite dans les idées "* nous revenons sur les luttes dans la sidérurgie à la fin des années 70.

Les détenteurs du capital ont de la suite dans les idées.

La désindustrialisation ne date pas d'hier, on le sait, et rien ne le montre mieux que la fermeture des sites de la sidérurgie. Le 10 décembre 1978 la direction de Sacilor confirmait qu'après la fermeture d'installations 8.500 emplois seraient supprimés, le 12 décembre la direction d'Usinor confirmait à son tour 12.500 suppressions d'emplois. Le 14 décembre 1978 l'Union Nationale de la Sidérurgie annonçait 14.000 suppressions en Lorraine. Plutôt que moderniser des installations le capital préférait la fermeture. Produire ailleurs, dans des zones où les coûts de production étaient moindres, et permettait ainsi un rendement du capital plus élevé, l'emportait déjà comme il guide les décisions actuelles

Reste que les réactions de la classe ouvrière ont été vives. En décembre 1978, dans le bassin de Longwy par exemple, une intersyndicale est constituée ; elle ne se contente pas de développer un argumentaire et de diffuser des récriminations, mais organise des luttes. Les fêtes de Noël seront cette année là une période de « villes mortes » (magasins bloqués, administrations fermées, routes d'accès obstruées, etc.) ; Dès la mi-janvier 1979 des locaux patronaux et municipaux sont occupés, le central téléphonique de Longwy est bloqué. Dans la nuit des militants prennent d'assaut les gares et postes d'aiguillage des lignes de chemin de fer desservant la sidérurgie. Les réactions sont identiques dans le Nord : dès le 9 février des salariés d'Usinor-Denain paralysent le centre de Cambrai pendant que d'autres envahissent le Palais de Justice et l'Hôtel de Ville alors que d'autres encore bloquent l'autoroute Paris-Bruxelles. En Lorraine des salariés occupent les gares et vident sur le ballast des chargements destinés aux entreprises à Pagny sur Meuse, à Conflans, Jarny, Remilly, Onville, etc. ; une péniche chargée de produits destinés à la sidérurgie est coulée et bloque le canal. En mars les manifestations s'amplifient : une conduite de gaz naturel alimentant la chaufferie de fours industriels est percée à plusieurs endroits, des bâtiments publics et les locaux d'une société immobilière qui gère 5.000 logements sociaux sont occupés.

Ces différentes actions entraînent des interventions de la police et des heurts nombreux entre des forces de l'ordre et des manifestants soutenus par la population. Elles suscitent également des concessions des directions des entreprises et du gouvernement : le ministre du travail Robert Boulin annonçait, début mars, la suspension des licenciements jusqu'à la fin des négociations, et précisait des mesures de préretraite à 55 ans, l'incitation au départ volontaire avec une prime de 50.000 francs, s'ajoutant aux indemnités de licenciement, une prime de retour de 10.000 francs pour les travailleurs immigrés, l'organisation de mutations internes, la création de sociétés chargées de la reconversion, la mise en place d'un plan de formation.

La force des manifestations ouvrières a sans doute suscité, au début, la peur dans les esprits des membres des classes dominantes mais surtout, ensuite, leur volonté de prévenir ces formes de lutte des classes. Depuis tous les moyens ont été utilisés pour non seulement faire disparaître la classe ouvrière organisée des grandes entreprises industrielles mais aussi imposer une idéologie d'apaisement en cachant les inégalités croissantes, en détournant la « grogne », en défaisant les sentiments d'unité collective au profit de l'individualisation, en faisant miroiter

l'idée d'un avenir ouvert et sans limites. L'idée d'un monde dominé par des intérêts contradictoires a été remplacée par l'idée qu'il fallait accepter les contraintes de l'économie, accepter le changement, vouloir changer. Communiquer, travailler en équipe, participer, allaient devenir les maîtres mots et les mots d'ordre que chacun devait faire sien. Pour empêcher un quelconque retour de ces luttes allant bien au-delà des arrêts de travail habituels, tous les moyens ont été bons – allant jusqu'à donner de l'argent aux plus démunis pour qu'ils et elles ne se considèrent pas comme chômeurs/chômeuses – car comme les militants de la CGT et de la CFDT de 1979 l'avaient dit en élaborant leur stratégie de « guérilla urbaine » : *« les futurs chômeurs européens savent qu'ils peuvent, s'ils le veulent, paralyser toute une région »*.